

Le chef de l'Etat burundais prendra part au sommet afro-américain de Washington

PANA, 03 août 2014 Bujumbura, Burundi - Le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, devait prendre l'avion, samedi en fin d'après-midi, à destination de Washington où se tiendra lundi, le premier sommet de grande envergure des chefs d'Etat d'Afrique et des Etats-Unis d'Amérique, annonce le service de presse, de la communication et de l'information à la présidence de la République à Bujumbura. A l'agenda du sommet figurent, notamment, des discussions politiques sur les voies et moyens de renforcer la paix, la sécurité et la bonne gouvernance sur le continent africain. Le sommet aura également un volet économique centré sur les voies et moyens de renforcer les échanges commerciaux entre le continent africain et les Etats-unis d'Amérique.

Au niveau bilatéral, le Burundi et les Etats-Unis d'Amérique entretiennent des rapports soutenus, surtout dans les domaines de la sécurité et d'appui budgétaire. Les Etats-Unis d'Amérique appuient techniquement matériellement les contingents burundais qui sont engagés dans les forces de maintien de la paix en Somalie et en République centrafricaine. Au niveau économique, une enveloppe financière de quelque 20 millions de dollars américains est annuellement allouée au gouvernement burundais pour appuyer le budget de l'Etat et d'autres microprogrammes de développement socio-économique à la base. Concernant la bonne gouvernance démocratique, les Etats-Unis ont été parmi les premiers bailleurs de fonds bilatéraux à annoncer ces derniers jours leur contribution à hauteur de 3,5 millions de dollars aux prochaines élections générales de 2015. Les Etats-Unis savent également lever la voix en cas de violation avérée des droits de l'Homme au Burundi et continuent à presser pour un procès équitable en faveur du doyen des défenseurs des droits humains, Pierre Claver Mbonimpa, qui en est à son 80^{ème} jour de détention sous le chef d'accusation d'atteinte à la sécurité intérieure et extérieure de l'Etat pour avoir dénoncé des entraînements paramilitaires supposés de jeunes proches du parti au pouvoir à des fins non encore clairement connues.